

Parmi les institutions qui influencent et façonnent les « réformes » menées à travers le monde, la Banque mondiale a contribué à forger une doxa universellement applicable. Elle vient d'être sérieusement mise à mal par un rapport d'évaluation confié à un groupe d'économistes reconnus (1). Après un peu de brosse à reluire, les évaluateurs passent aux affaires sérieuses : « une grande partie de la recherche est médiocre » ou « techniquement déficiente », et la Banque a eu tort de fonder ses prises de position sur de telles « non-démonstrations ». Beaucoup de chercheurs de la Banque « semblent penser que des outils techniques sont suffisants pour établir un lien de causalité ». Très peu d'études sont menées avec des chercheurs des pays en développement n'appartenant pas à la Banque. Le reste à l'avenant.

Premier exemple de ces dérives : les retraites. Tout l'argumentaire libéral en faveur des fonds de pension repose sur un théorème de ce genre : « puisqu'on s'attend en général à un taux de rendement financier supérieur au taux de croissance, les retraites par répartition ont besoin de contributions plus élevées pour assurer le même niveau de retraites que les fonds de pensions ». Conclusion : le système par répartition est moins performant. Mais ce type de raisonnement repose, selon l'évaluateur qui le cite, sur une « erreur grossière » que ne commettrait pas « un étudiant de première année » : les retraites plus élevées que les fonds de pension pourraient procurer au départ seraient ensuite payées par la « baisse des retraites de ceux qui viendront plus tard ».

Second exemple : les travaux de David Dollar. Cet économiste de la Banque mondiale est notamment le co-auteur d'un article fameux établissant que la croissance est bonne pour les pauvres (*Growth is good for the poor*). Le commentaire est sévère : « Une bonne partie de cette ligne de recherche souffre de déficiences si graves que ses résultats sont très loin de pouvoir être considérés comme fiables ». Si elle a été mise en avant, c'est parce qu'elle allait dans le sens des positions de la Banque alors que d'autres travaux, par exemple ceux de Branko Milanovic, un autre chercheur de la Banque mondiale, étaient « ignorés ». Forcément : ils montraient que « c'est la croissance qui, en général, conduit à l'ouverture commerciale, et non l'inverse » et que cette ouverture a des effets « particulièrement défavorables sur les bas et moyens revenus dans les pays pauvres ».

Ce sont ces mécanismes de filtrage que décortique Robin Broad, une économiste qui ne faisait pas partie du panel (1). Elle distingue six principaux mécanismes : recrutement, déroulement de carrière, sélection des papiers, découragement des discours discordants, manipulation des données, et choix de communication à l'extérieur. Les chercheurs qu'elle a interrogés avouaient qu'il n'était pas rare qu'on leur demande de faire une évaluation « pour prouver que le programme X fonctionne ». Cette approche jette les bases d'une véritable sociologie des centres de recherche en économie qui les étudierait en tant qu'appareils de production, en évaluant la force de frappe que représentent des bataillons de chercheurs payés à illustrer les bienfaits du néo-libéralisme.

Ces critiques bien ajustées n'empêchent pas les institutions visées de continuer imperturbablement leur « travail ». Le premier rapport de l'OCDE consacré à l'Inde déplore la rigueur de la législation du travail et suggère « d'ajuster le niveau de protection de l'emploi pour augmenter l'emploi ». Aux pays de la zone euro, l'OCDE recommande d'« assouplir la législation relative à la protection de l'emploi » et d'« accroître la flexibilité des salaires ». Et c'est sans surprise que le FMI félicite l'Union européenne pour les « réformes » des marchés du travail : DSK aura fort à faire pour donner une apparence « de gauche » à ses prochaines interventions.

La longue litanie de rapports suscités par le gouvernement français n'échappe pas à l'à-peu-près et au n'importe quoi ; ainsi, l'idée de la commission Attali, selon laquelle la libéralisation de la grande distribution permettrait de créer « plusieurs centaines de milliers d'emplois » relève du propos de comptoir plutôt que de l'analyse économique. C'est bien l'idéologie dominante qui se fabrique au sein de ces véritables usines et il n'est donc pas inutile de dévoiler son mode de production.

(1) les documents cités sont disponibles sur <http://hussonet.free.fr/mondiali.htm>